



**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DES LAURENTIDES
MUNICIPALITÉ D'HUBERDEAU**

RÈGLEMENT 281-13

**RÈGLEMENT SUR LES SYSTÈMES D'ALARME
(RÈGLEMENT RM 110)**

CONSIDÉRANT QUE le conseil peut règlementer concernant le fonctionnement des systèmes d'alarme sur le territoire de la municipalité;

CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire de remédier aux problèmes provoqués par le nombre élevé de fausses alarmes;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion a été régulièrement donné lors de la séance du conseil tenu le 14 août 2013 et qu'une demande de dispense de lecture a été faite;

CONSIDÉRANT QU'une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres présents déclarent avoir lu le règlement et qu'ils renoncent à sa lecture ;

POUR CES MOTIFS, il est proposé par Mme la conseillère Karine Tassé et résolu qu'il est ordonné, statué et décrété par le présent règlement numéro 281-13 de la Municipalité de Huberdeau ce qui suit :

CHAPITRE 1 : DÉFINITIONS ET PORTÉE

1.1 APPLICATION

Le présent règlement s'applique à tout système d'alarme, incluant les systèmes d'alarme déjà installés ou en usage le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement, installé dans un lieu protégé, situé sur le territoire de la municipalité d'Huberdeau.

1.2 PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule et les annexes font partie intégrante du présent règlement.

1.3 DÉFINITIONS

Aux fins du présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

Fausse alarme S'entend du déclenchement d'un système d'alarme pour lequel il n'existe aucune preuve qu'une entrée non autorisée ou qu'une infraction criminelle ait été tentée ou ait eu lieu dans, sur ou à l'égard d'un bâtiment ou d'un lieu. S'entend également du déclenchement d'un système d'alarme pour lequel il n'existe aucune preuve de présence de fumée ou d'incendie.

Lieu protégé Un terrain, une construction, un ouvrage protégé par un système d'alarme.

Système d'alarme Mécanisme automatique qui est destiné à détecter toute intrusion ou tentative d'intrusion dans un lieu ou toute fumée ou incendie.

Mécanisme manuel actionné par une personne pour signaler notamment un début d'incendie, une intrusion ou tentative d'intrusion ou la présence de tout intrus.

Ces mécanismes peuvent être reliés à une centrale monitrice ou à un mécanisme de cloche, carillon, sifflet ou autre appareil produisant un signal destiné à alerter les personnes environnantes nécessitant ainsi une intervention.

Utilisateur Toute personne physique ou morale qui est propriétaire ou occupant d'un lieu protégé.

CHAPITRE 2 : PERMIS

2.1 OBLIGATION

Un système d'alarme ne peut être installé ou un système d'alarme déjà existant ne peut être modifié sans qu'un permis n'ait été émis préalablement.

2.2 FORMALITÉS

La demande de permis doit être faite par écrit au bureau de la municipalité et doit indiquer :

- 2.2.1 Le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone de l'utilisateur ;
- 2.2.2 Le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du propriétaire des lieux protégés lorsque l'utilisateur n'est pas également propriétaire des lieux ;
- 2.2.3 L'adresse et la description des lieux protégés ;
- 2.2.4 Dans le cas d'une personne morale, le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du ou des représentants de la personne morale.
- 2.2.5 Le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone de trois personnes qui, en cas d'alarme, peuvent être rejointes et qui sont autorisés à pénétrer dans les lieux afin d'interrompre l'alarme ;
- 2.2.6 La date de la mise en opération du système d'alarme.

2.3 COÛTS

Le permis nécessaire à l'installation ou l'utilisation d'un système d'alarme n'est émis que sur paiement d'une somme de 25\$.

2.4 CONFORMITÉ

Aucun permis ne peut être émis si le système d'alarme dont on projette l'installation ou l'utilisation ne rencontre pas les exigences du présent règlement.

2.5 PERMIS INCESSIBLE

Le permis est incessible. Un nouveau permis doit être obtenu par tout nouvel utilisateur ou lors d'un changement apporté au système d'alarme.

2.6 AVIS

Quiconque fait usage d'un système d'alarme le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement doit, dans les soixante (60) jours qui suivent, en donner avis à la personne chargée de l'application du présent règlement.

2.7 ÉLÉMENTS

L'avis visé à l'article 2.6 doit être donné par écrit et doit indiquer tous les éléments prévus à l'article 2.2.

CHAPITRE 3 : SIGNAL D'ALARME

3.1 SIGNAL SONORE

Lorsqu'un système d'alarme est muni d'une cloche ou de tout autre signal sonore propre à donner l'alerte à l'extérieur des lieux protégés, ce système d'alarme doit être conçu de façon à ne pas émettre de signal sonore durant plus de vingt (20) minutes consécutives.

3.2 INTERRUPTION DU SIGNAL SONORE

Les agents de la paix sont autorisés à pénétrer dans tout lieu protégé par un système d'alarme si personne ne s'y trouve, aux fins d'interrompre le signal sonore dont l'émission dure depuis plus de vingt (20) minutes consécutives.

3.3 FRAIS

La municipalité est autorisée à réclamer de tout utilisateur d'un système d'alarme les frais encourus aux fins de pénétrer dans le lieu protégé afin d'interrompre le signal d'alarme, même si le déclenchement survient en cas de défectuosité ou d'un mauvais fonctionnement du système.

CHAPITRE 4 : INFRACTIONS

4.1 CONTRAVENTION

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction.

4.1.1 Constitue une infraction au règlement et rend l'utilisateur passible des amendes prévues au chapitre 5, tout déclenchement qualifié de fausse alarme au-delà du deuxième déclenchement du système au cours d'une période consécutive de douze mois.

4.1.2 Constitue une infraction au règlement et rend l'utilisateur passible des amendes prévues au chapitre 5, l'utilisateur d'un lieu protégé qui utilise un système d'alarme sans avoir préalablement obtenu un permis.

4.2 PRÉSOMPTION

Une fausse alarme est présumée, en l'absence de preuve contraire, lorsqu'il n'existe aucune preuve qu'une entrée non autorisée ou qu'une infraction criminelle ait été tentée ou ait eu lieu dans, sur ou à l'égard d'un bâtiment ou d'un lieu, ou qu'il n'existe aucune preuve de présence de fumée ou d'incendie constaté sur les lieux protégés lors de l'arrivée de l'agent de la paix, des pompiers ou de l'officier chargé de l'application de tout ou partie du présent règlement.

4.3 AUTORISATION

Le conseil autorise de façon générale tout agent de la paix ainsi que l'officier désigné à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence cette personne à émettre les constats d'infractions utiles à cette fin.

Tout agent de la paix ainsi que l'officier désigné sont chargés de l'application du présent règlement.

La Municipalité peut, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement, exercer cumulativement ou alternativement, tous les recours appropriés de nature civile ou pénale, sans limitation.

CHAPITRE 5 : DISPOSITION PÉNALE

5.1 AMENDES

Une personne physique qui contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 200\$ et maximale de 2 000\$.

Une personne morale qui contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 400\$ et maximale de 4 000\$.

Dans tous les cas les frais de poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au *Code de procédure pénale du Québec* (L.R.Q., c.C-25.1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS FINALES

6.1 ABROGATION

Le présent règlement abroge les règlements numéro 182-99 et 257-10.

6.2 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adoptée à l'unanimité des conseillers (ères).

Avis de motion : 14 août 2013 (résolution no : 156-13)

Adoption du règlement : 11 septembre 2013 (résolution no : 179-13)

Avis public : 17 septembre 2013

Entrée en vigueur : 17 septembre 2013

Guylaine Maurice,
Directrice générale/secrétaire-trésorière.

Évelyne Charbonneau,
Mairesse.